

**Audience publique du 17 mai 2006**  
=====

Requête introduite par  
Monsieur ..., ...  
en matière de nomination d'un commissaire spécial

---

**JUGEMENT**

Vu la requête, inscrite sous le numéro 20390 du rôle, déposée le 21 septembre 2005 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., ingénieur technicien, demeurant à L-..., tendant à la nomination d'un commissaire spécial en vue de l'exécution du jugement du tribunal administratif du 14 octobre 2004 inscrit sous le numéro 17717 du rôle ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 21 décembre 2005 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 10 janvier 2006 par Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

---

Par requête déposée le 9 mars 2004 au greffe du tribunal administratif et inscrite sous le numéro 17717 du rôle, Monsieur ... fit introduire un recours en réformation à l'encontre d'un bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1998, émis à son égard par le bureau d'imposition Luxembourg 6 le 19 juin 2003.

Le recours contentieux introduit par Monsieur ... contre ce bulletin d'impôt s'est soldé par un jugement, rendu par le tribunal administratif en date du 14 octobre 2004, aux termes duquel le tribunal a déclaré le recours en réformation irrecevable dans la mesure où il tendait à la restitution d'un trop-perçu d'impôt, tout en recevant le recours en réformation en la forme pour le surplus, pour, au fond, le déclarer non justifié et en débouter, et a rejeté la demande en allocation d'une indemnité de procédure formulée par Monsieur ..., condamnant ce dernier aux frais.

Ledit jugement n'ayant pas été frappé d'appel, Monsieur ... s'adressa par courrier du 3 décembre 2004 au directeur de l'administration des Contributions directes, pour l'informer

que le prédit jugement avait acquis autorité de chose jugée et l'invita à « *procéder à la liquidation de la présente affaire en conformité aux décisions intervenues et mentionnées au dispositif du jugement prémentionné* » pour le 31 décembre 2004 au plus tard.

Le 4 mai 2005, le bureau d'imposition Luxembourg 6 émit à l'égard de Monsieur ... un bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 1998 rectificatif « *suivant jugement du tribunal administratif* ».

Par requête déposée le 21 septembre 2005 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a introduit une demande, sur base de l'article 84 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, afin de voir désigner un commissaire spécial pour « *prendre les décisions qui s'imposent aux lieu et place de l'autorité compétente* », qui serait restée en défaut d'exécuter le jugement du 14 octobre 2004 (n° 17717 du rôle).

A l'appui de sa requête, le demandeur fait valoir que l'autorité compétente n'aurait pas donné une « *suite conforme* » audit jugement du 14 octobre 2004 et ce malgré son rappel du 3 décembre 2004 et sollicite que ledit jugement soit renvoyé au bureau d'imposition compétent.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève en premier lieu l'irrecevabilité de la demande tendant à voir renvoyer le jugement dont s'agit devant le bureau d'imposition compétent, au motif que le tribunal aurait vidé l'instance par le jugement du 14 octobre 2004, de sorte qu'il ne pourrait pas être amené à se saisir à nouveau de l'affaire.

Il fait ensuite valoir que le demandeur aurait été débouté par le jugement en question, de sorte que la demande serait irrecevable dans la mesure où la nomination d'un commissaire spécial ne serait possible qu'en présence d'un recours ayant abouti à une réformation ou à une annulation.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur soutient qu'il ressortirait clairement de la motivation du prédit jugement du 14 octobre 2004 que le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 1998 aurait dû être réformé. Or, le bureau d'imposition compétent, en établissant le bulletin d'impôt rectificatif du 4 mai 2005, aurait en l'occurrence mal exécuté ledit jugement. Sur ce, il sollicite, en ordre subsidiaire, la condamnation de l'administration des Contributions directes à une astreinte sur base de l'article 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives quant à l'exécution correcte du jugement du 14 octobre 2004 (n° 17717 du rôle) voire « *l'annulation et/ou la réformation* » du bulletin rectificatif de l'impôt sur le revenu pour l'année 1998 du 4 mai 2005.

Le demandeur sollicite encore la production du dossier administratif sur base des articles 8 (5) de la loi précitée du 21 juin 1999 et des articles 280 et 281 du nouveau Code de procédure civile, sinon de voir « *en ordre subsidiaire enjoindre à l'Administration (...), sous peine d'astreinte, le versement du dossier intégral dans un bref délai à impartir* ».

L'article 84 de la loi précitée du 7 novembre 1996 dispose que : « *Lorsqu'en cas d'annulation ou de réformation, coulée en force de chose jugée, d'une décision administrative qui n'est pas réservée par la Constitution à un organe déterminé, la juridiction ayant annulé ou réformé la décision a renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente et que celle-ci omet de prendre une décision en se conformant au jugement ou à*

*l'arrêt, la partie intéressée peut, à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du prononcé de l'arrêt ou du jugement, saisir la juridiction qui a renvoyé l'affaire en vue de charger un commissaire spécial de prendre la décision aux lieu et place de l'autorité compétente et aux frais de celle-ci. La juridiction fixe au commissaire spécial un délai dans lequel il doit accomplir sa mission. La désignation du commissaire spécial dessaisit l'autorité compétente ».*

Il se dégage du libellé clair et précis de l'article 84 précité que différentes conditions doivent être cumulativement réunies pour que la nomination d'un commissaire spécial soit possible, l'une de ces conditions étant que l'on soit en présence d'un jugement qui annule ou réforme la décision administrative litigieuse.

Dans la mesure où il est constant en cause que le jugement du 14 octobre 2004 a débouté le demandeur de sa demande, l'une des conditions pour la nomination d'un commissaire spécial fait dès lors défaut, de sorte qu'il y a lieu de rejeter la demande sans qu'il ne faille, dans le cadre de la présente procédure, apprécier si le bureau d'imposition Luxembourg 6, en émettant le 4 mai 2005 un bulletin d'impôt rectificatif à l'égard du demandeur, a tiré correctement les conclusions dudit jugement du 14 octobre 2004, l'examen de cette question étant à effectuer, le cas échéant, dans le cadre d'un recours à diriger contre ledit bulletin d'impôt du 4 mai 2005. Dans la mesure où l'objet d'une requête en nomination d'un commissaire spécial est confiné à celui du jugement à l'origine de la demande, la même conclusion s'impose en ce qui concerne la question de savoir si le bureau d'imposition, en émettant le bulletin d'impôt rectificatif litigieux, a correctement tiré les conséquences de l'émission éventuelle d'un bulletin d'établissement en commun rectificatif suite à un autre jugement du tribunal administratif pour la même année d'imposition et visant entre autres le demandeur.

Au vu de l'issue du présent litige, la demande en vue de la production du dossier fiscal n'est pas fondée et doit être rejetée.

Quant à la demande en vue de prononcer une astreinte à l'égard de l'administration des Contributions directes, il y a lieu de relever que l'astreinte constitue une mesure tenant à des droits civils que le tribunal n'est pas compétent à ordonner.

### **PAR CES MOTIFS**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit la demande en nomination d'un commissaire spécial en la forme ;

la déclare non fondée et en déboute ;

se déclare incompétent pour connaître de la demande en condamnation à une astreinte ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Schroeder, premier juge,  
M. Spielmann, juge,  
Mme Gillardin, juge

et lu à l'audience publique du 17 mai 2006 par le premier juge en présence de M. Legille,  
greffier.

LEGILLE

SCHROEDER